

COUP D'OEIL

SUR LA

RÉVISION

DE LA CONSTITUTION FÉDÉRALE SUISSE

en 1872

PAR

ALPHONSE MORAND



LAUSANNE

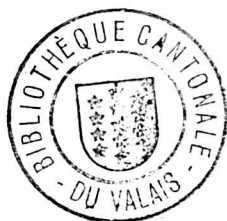
IMPRIMERIE SIMÉON GENTON

1872

PA

649

PA 649



1342

COUP D'OEIL

SUR

LA RÉVISION

DE LA CONSTITUTION FÉDÉRALE SUISSE

en 1872.



Depuis vingt-quatre ans la Suisse vivait heureuse et paisible. Aucun nuage n'avait paru sur son horizon politique. La Constitution fédérale de 1848 avait rallié tous les partis.

Elle avait été élaborée par des hommes sages, pratiques, mûris par l'expérience. Ils avaient tenu compte des besoins généraux, sans nuire au développement des individualités. La concorde régnait dans le pays.

Vingt-deux peuples divers, parlant plusieurs langues, ayant des mœurs et des législations variées, ne formaient qu'une seule nation unie par le sentiment de la liberté.

Aujourd'hui tout est changé. L'harmonie est troublée. De vifs dissentiments éclatent. D'aigres discussions surgissent.

Que s'est-il donc passé ? Quels sont les agitateurs ?

Les représentants de la nation se sont arrogé le pouvoir constituant. Ils ont sapé les bases du fédéralisme, fondement de la liberté du pays. Ils veulent concentrer

la vie de la nation dans un certain nombre de représentants qui prétendent gouverner tous leurs concitoyens. C'est la réapparition du patriciat sous une nouvelle forme. Comme ils ont emprunté le nom de progrès, ils ont trouvé des dupes, au moins momentanément.

De là deux partis, les unitaristes et les fédéralistes.

Le gouvernement de l'homme par l'homme d'une par .
Le gouvernement individuel ou cantonal de l'autre.

Auquel faut-il donner la préférence ? Jamais problème ne se présenta plus simple devant un peuple. *

Voulez-vous vous gouverner vous-même ou préférez-vous être conduit par d'autres ?

Croyez-vous être le meilleur juge de vos intérêts ou pensez-vous que d'autres feront mieux vos affaires que vous-même ?

En un mot :

Voulez-vous être à tutelle ou votre propre maître ?

Dans la vie ordinaire chacun repousse avec horreur une tutelle.

Parmi tous les gens sensés aucun n'accepte les fonctions de tuteur qu'avec la plus grande répugnance lorsqu'un devoir, né de circonstances de famille ou humanitaires, l'y oblige.

Il se trouve toutefois dans le monde des individus qui recherchent ces fonctions et les acceptent avec empressement. Ce sont ceux qui veulent pêcher à l'eau trouble et prendre une position qui leur permettra de faire des affaires. Malheur à ceux qui tombent entre leurs mains !

En politique, ce sont des hommes qui, à force de se vendre, espèrent occuper un poste que leurs talents ou leur instruction ne leur auraient point acquis.

Les Chambres, sans se rendre compte de leur compé-

tence, décident que la Constitution sera révisée, obligent le Conseil fédéral à présenter un projet, nomment des commissions pour l'examiner.

Celles-ci se mettent à l'œuvre et font imprimer le volumineux dossier de leurs délibérations. Puis les Chambres s'assemblent pendant plusieurs mois et encombrent le public de la reproduction de leurs interminables et fastidieux discours.

Après avoir tour à tour avancé et reculé par les motifs qu'on appréciera plus loin, les Chambres présentent leur œuvre à la votation du peuple suisse en lui laissant à peine le temps de l'examiner.

Puis on établit des comités pour influencer la votation.

Le peuple suisse, débonnaire de sa nature, a laissé faire.

Aujourd'hui il se réveille. Sous peu il fera justice des théories creuses qu'on lui présente. Voici un signe du temps.

On demandait dernièrement à un citoyen qui, au début de la révision, en était chaud partisan, ce qu'il pensait de l'œuvre telle qu'elle était sortie des délibérations des Chambres. Il répondit :

« Je me suis abonné au *Bulletin des séances*. Depuis quelque temps je ne le lis plus, je le jette dans un coin et il me semble que je devrais partir pour aller chasser tous ces blagueurs. »

On peut aussi dire des représentants :

Ils ne sont pas ce qu'un vain peuple pense.

Notre crédulité fait toute leur science.

Nous ferons connaître plus loin l'opinion de Rousseau sur les représentants en général.

De la centralisation en général.

Centraliser c'est enlever aux individualités leur initiative et leur action pour concentrer toute force dans l'ensemble de la nation, agissant soit au moyen de représentants, soit par un pouvoir monarchique électif ou héréditaire.

Quelle différence y a-t-il entre ces deux espèces de gouvernement ?

Dans l'un il n'y a qu'un maître, dans l'autre il y en a plusieurs.

Quel est le moins mauvais ?

Evidemment c'est celui où il n'y en a qu'un.

Le monarque est ordinairement soumis à une responsabilité réelle vis-à-vis de la nation. Si les choses vont mal on sait à qui s'en prendre.

Dans le gouvernement représentatif *centralisé* la responsabilité personnelle n'existe plus.

Le peuple, connaissant trop peu les hommes et n'étant pas assez instruit, en général, pour les apprécier, compose en grande partie l'assemblée souveraine de vaniteuses médiocrités qui ont un seul talent, celui de se poser en hommes d'importance.

De véritables talents percent cependant, mais en petit nombre et finissent presque toujours par être débordés par l'égoïsme des uns et la fougue irréfléchie des autres.

Il est difficile qu'une sage politique prévale longtemps dans une assemblée composée, en général, d'hommes trop peu instruits, trop peu désintéressés, trop peu expérimentés, qui s'envisagent comme supérieurs à leurs sem-

blables et se livrent à des intrigues continuelles pour maintenir et accroître leur influence.

Si les choses vont mal on ne sait à qui s'en prendre. Chacun se lave les mains. On dissimule d'abord le mal. Quand il ne peut plus être nié on l'attribue à autrui.

A la curée des places et des faveurs aucun ne manque et trouve toujours quelque beau nom pour dissimuler ce pillage.

Il y a un système mixte entre ces deux gouvernements. C'est la monarchie constitutionnelle.

Depuis 1789 la France a passé dix fois de l'un à l'autre de ces gouvernements *centralisés*, sans compter le gouvernement de la commune. Aujourd'hui elle n'en peut plus, elle ne sait que devenir.

Elle continuera à changer ses phases gouvernementales, au milieu des plus pénibles commotions, tant quelle n'aura pas recours à la décentralisation, à la véritable forme de gouvernement qui peut donner à un peuple la stabilité, le véritable gage de son développement moral et matériel.

Cette forme de gouvernement, la Suisse l'a possédé jusqu'à ce jour et son peuple est devenu l'un des plus heureux et des plus intéressants de la terre. Voudra-t-elle aujourd'hui l'abandonner ? Renier l'élément de sa prospérité ? Renoncer à sa vie sociale, morale et politique répandue sur toute la surface de son territoire pour la concentrer entre les mains de quelques hommes ?

Ainsi que le soleil étend partout ses rayons et vivifie la nature jusque dans les plus petits recoins de l'univers, de même la providence répand partout l'intelligence, la volonté, la dignité humaine. Elle n'en a fait le privilège de personne. Elles sont l'héritage de tous. Celui qui y re-

nonce est un être dégradé. C'est y renoncer que d'en abandonner l'usage pour se faire gouverner par autrui.

L'expérience nous fait voir que partout où l'espèce humaine est accumulée, elle se corrompt, que partout où elle est répandue sur la surface du sol elle se moralise. L'amour du lieu natal est le moyen employé par la nature pour atteindre ce but.

Dans le premier cas il n'y a que la vie commune. Dans le second il y a la vie propre à chaque individu.

On a remarqué que les gens qui ont vécu dans les grandes villes, non seulement sont corrompus en général, mais restent enfants toute leur vie. On y voit des gens âgés s'amuser à des orgies et à des puérilités qui feraient hausser les épaules à un campagnard.

Le communisme, lui-même, n'est autre chose que la centralisation exécutée d'une manière logique et complète.

Les mêmes arguments que l'on fait valoir en faveur de la centralisation s'appliquent au communisme. C'est la vie de l'ensemble et non la vie individuelle.

Or, il est écrit dans la nature que la vie individuelle est la base de l'humanité.

D'après le témoignage de personnes qui ont fait partie de la colonie du célèbre Cabet, celui-ci était effectivement un homme supérieur.

Doué d'une activité infatigable et de connaissances variées, il avait doté la colonie de magnifiques établissements industriels. L'agriculture recevait de lui une impulsion intelligente et appropriée à la nature du pays. Il était bienveillant et paternel. Il apaisait les discordes avec un tact qui lui était particulier, mais elles renaissaient toujours par le contact incessant d'humeurs, de besoins divers. La paix entre les femmes était un problème

constamment à l'ordre du jour. Les hommes, étaient en général raisonnables et calmes, mais ne s'aimaient point les uns les autres. La perte de leur individualité avait attristé leur caractère. Ils étaient sombres, rêveurs, ils s'ennuyaient. Au bout d'un certain temps, ils quittaient les uns après les autres la colonie en faisant l'éloge de Cabet et de ses établissements, mais en les fuyant pour toujours.

En dehors du communisme que voyons-nous se passer dans les familles ? Dès qu'un ou plusieurs enfants sont mariés, la séparation devient une nécessité. C'est la conséquence naturelle du développement de l'individualité. La raison elle-même commande cette séparation. Celui qui voudrait forcer plusieurs familles à vivre ensemble, fut-ec des familles de frères ou de sœurs, ne serait qu'un insensé. Séparées elles s'aiment. Réunies elles se détesteraient.

La similitude est parfaite avec les différents états qui composent la Suisse.

Chacun d'eux a un génie, des intérêts, des besoins, des aptitudes, des antécédents divers. Leur développement doit y être conforme.

Quel est le meilleur juge des institutions qui leur conviennent ? Eux-mêmes évidemment.

Quel est le lien qui doit les unir ? Les grands principes placés à la base de tout ordre social, susceptibles de s'étendre à tous les pays et de former peu à peu les Etats-Unis d'Europe.

Ces principes découlent tous de la célèbre et simple maxime : *ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'il te fit.*

Sécurité, liberté, égalité, propriété, justice, défense

mutuelle, respect des lois, libre échange, droit d'association, d'établissement, etc.

Cette grande maxime exprimée ainsi: *fais à autrui ce que tu voudrais qu'il te fit*, n'est plus du domaine de la politique, mais de celui du cœur. C'est la charité.

Quand la première sera respectée dans un pays, la seconde viendra y régner. En cas contraire, elle fuira.

Si ces grands principes doivent prévaloir aussi bien à Schwitz qu'à Genève, à Zurich qu'en Valais, à Bâle qu'au Tessin, il n'en est plus de même quand il s'agit du développement spécial propre à chacun de ces cantons.

Tel canton fleurit par le commerce. Il a besoin de lois commerciales. Ces mêmes lois appliquées à un canton agricole sont un embarras et un non sens.

Serait-il raisonnable que des cantons agricoles imposassent leurs lois à des cantons industriels ?

De quel droit nous imposerions-nous nos manières de voir et de faire les uns aux autres ? Ce serait le moyen de nous détester.

Gardons chacun les nôtres sans les imposer. C'est le moyen de nous aimer.

Quand dans un canton agricole on entend parler de la prospérité d'un canton commerçant ou industriel, tout le monde s'en réjouit. Quand ces derniers voudront imposer leurs lois, leur prospérité fera mal au cœur. La défiance et la haine remplaceront la naïve amitié, même dans le cœur de nos soldats.

Beaucoup de personnes connaissent le conseil que Napoléon premier avait donné à la Suisse au sujet de l'établissement d'un gouvernement unitaire.

Selon-lui, la Suisse unitaire serait exposée à être en-

trainée dans un moment donné par quelque forte puissance ayant besoin de son territoire ou de sa coopération.

Dès lors quelque fut l'issue des événements, la Suisse serait absorbée par le vainqueur.

En restant fédérative elle n'est pas exposée à prendre un parti dangereux, à subir une pression ou à céder à un entraînement. Elle peut éconduire, sans la blesser, une puissance qui voudrait l'influencer, en se retranchant dans la volonté de vingt-deux cantons.

Quand on voit l'entraînement auquel les Chambres suisses se sont laissé aller, n'est-on pas fondé à dire qu'un pareil conseil est toujours de saison? C'est celui d'un homme de génie. Il a été approuvé par nos prédécesseurs, par les hommes politiques de divers pays portant intérêt à la Suisse. Il n'est pas nouveau sans doute, mais l'oublier est le propre d'un sot.

Le mouvement centralisateur en Suisse est-il encouragé par la Prusse? Certaines données sembleraient l'indiquer.

A notre avis si la Suisse reste ce qu'elle doit être, elle n'aura que de bons procédés à attendre de l'Allemagne.

Mais gare à elle si elle se pose en puissance unitaire.

En tous cas, les unitaristes jouent le jeu attribué à M. de Bismark en compromettant la stabilité de nos institutions fédératives et en faisant de la Suisse un groupe qui pourra être annexé d'un seul coup.

Une chicane, un prétexte sont vite trouvés.

Qu'un grand Etat concentre tout pour avoir de la force, cela se comprend; mais qu'un petit Etat qui ne peut lutter avec aucune puissance voisine se centralise, c'est le moyen de se faire avaler.



Centralisation militaire.

ARTICLE 18 et suivants.

Le grand argument des unitaristes en faveur de la révision et tiré de la centralisation militaire.

De notre côté nous y trouvons un principal motif de rejet. La centralisation militaire n'est autre chose que la monarchie déguisée. Il n'y a que le nom de changé. Quand on a la force on a le droit.

Lorsque les cantons seront désarmés tout sera dit. Leur existence sera terminée. C'est ce que savent très bien les principaux fauteurs de la révision. Ils ont déjà annoncé qu'ils se serviraient des *outils* qu'ils auraient en main.

Ils s'en serviront d'abord pour certains avantages pécuniaires, en concentrant les écoles et les fournitures militaires sur certains points qui les intéressent. Ils ont donné à cet égard des preuves de leur savoir. Le secret du grand mot : *meilleure organisation militaire* est : *exploitation de la vache à lait sur une large échelle*. Cette vache à lait sera l'armée. La dernière guerre en France nous a fait voir qu'il existe des industriels fort habiles dans cet art, dont les bonnes gens ne soupçonnent pas même l'existence.

L'organisation et l'instruction militaire nécessitent de grandes dépenses, soit de la part de l'Etat, soit de la part des familles. Jusqu'ici cet argent restait, au moins en grande partie, dans les cantons respectifs. Il facilitait la vente des denrées et des boissons. Il faisait prospérer certaines industries. A l'avenir, sous prétexte de perfec-

tionnement militaire, les écoles se concentreront sur certains points ou d'habiles spéculateurs sauront attirer les grands traîneurs de sabres. Les fournitures militaires seront l'objet de monopoles, qui loin d'améliorer le matériel en diminueront la valeur.

Les dépenses du militaire, sortant de son canton, seront augmentées. Le projet de constitution nouvelle se garde bien de parler d'une augmentation de solde.

Certains journaux viennent nous dire que la Confédération aura égard aux intérêts des Cantons, qu'on se fait illusion en lui attribuant une autre intention.

La Confédération en pareil cas consistera en quelques faiseurs hissés dans des postes importants. Il ne sera pas facile de leur faire manquer leur but : promettre pour arriver, très bien, tenir jamais, ils l'ont dit.

Le dépit des cantons ne sera pas à craindre, ils seront sans force; s'ils se mutinent on les fera occuper, à leurs frais, à tant par jour, on nous l'a annoncé.

Que peut-être un Etat sans force militaire, une utopie, un vain fantôme, auquel on obéit si l'on veut.

Quand un canton aura besoin de la force armée pour maintenir l'ordre et la tranquillité à l'intérieur, il devra emprunter des troupes de la Confédération, écrire à Berne, attendre la réponse. Les émeutiers auront de la marge; puis s'ils sont dans le sens des magistrats fédéraux, la réponse sera négative.

Il sera facile à la Confédération d'user de la position qui lui sera faite pour annihiler les cantons.

On viendra nous dire que la Confédération n'en usera pas ainsi, qu'un pareil cas ne peut pas être supposé.

Ce n'est pas une supposition, c'est un plan qu'on avoue,

on n'attend que l'acceptation de la nouvelle constitution pour le mettre à exécution.

On s'explique l'incroyable activité que l'on déploie pour gagner des suffrages à la révision ; on retrouvera bien quelque part l'argent dépensé pour ceux qu'il aura fallu acheter.

Donner toute la force militaire à la Confédération en l'enlevant aux cantons, puis venir dire que ceux-ci sont conservés, qu'on ne leur a pris que quelques bribes de souveraineté, c'est prendre les votants pour des niais.

L'organisation militaire est une rude charge pour un pays. Elle ne peut malheureusement pas être évitée de notre temps. Le jour où l'on pourra s'en passer luiira-t-il jamais ? L'espèce humaine arrivera-t-elle à ce degré de civilisation ? L'avenir seul le sait. Ce que nous savons, c'est que nous sommes en pleine barbarie sous ce rapport, comme sous beaucoup d'autres.

En 1872, comme dans les âges les plus reculés, la force fait le droit. Ce qu'il y a de perfectionné *c'est le mal*, c'est à dire les moyens de destruction, de souffrances et de misère. Tous les gouvernements déploient leur sinistre zèle dans ce genre de *progrès*.

La Suisse peut-elle espérer de contrebalancer les colosses militaires qui l'entourent ? Vain espoir ! Elle ne pourrait pas même se ravitailler dans une guerre prolongée.

Un brillant coup de main ! L'amour de la patrie peut l'inspirer et le faire réussir. L'énigme à résoudre en ce cas est de bien choisir le moment, le lieu, les moyens et surtout de ne pas affaiblir cet amour.

L'idée que la Suisse pourrait au besoin jeter un poids dans la balance, pourrait exercer une heureuse influence pour la conservation de sa neutralité, et partant de

son indépendance. Pour que ce but soit entièrement atteint, notre attitude doit être modeste, inoffensive, bienveillante envers tous. Ne nous donnons point les airs d'une puissance militaire, mais donnons-nous-en l'effet dans la mesure de nos forces. Prions Dieu qu'il nous inspire l'idée et la ferme volonté de recourir à la science, et non plus à la présomption de quelques grosses et lourdes épaulettes.

A ce point de vue et comme nous l'avons dit, au temps ou nous vivons, l'organisation militaire doit attirer la sollicitude du pays.

Est-il nécessaire pour cela de désarmer les cantons ? C'est précisément le contraire, ainsi que chacun peut le pressentir.

Quelques réflexions à ce sujet fixeront mieux les idées.

Quand les anciens suisses, nos prédécesseurs, se présentaient sur les champs de bataille, avaient-ils une organisation militaire centralisée ? Non. A leurs yeux leur liberté était en danger, ils venaient la défendre. L'organisation était spontanée, instinctive, tous rivalisaient de courage et bravaient la mort pour sauvegarder leur foyer.

Aujourd'hui une organisation improvisée ne peut suffire, elle doit être préparée de longue main. Mais qu'on n'oublie pas qu'elle a été l'étincelle du feu sacré qui a conduit nos ancêtres à la gloire.

Ce feu sacré n'est pas éteint, conservons-le, il repose dans le cœur qui aime et le cœur qui aime est celui qui a trouvé individualité, liberté.

Nous ne reproduirons pas ici les belles pages écrites par de savants observateurs de la nature sur l'énergie et le courage qu'inspire à de faibles mères la conservation

de leur progéniture. Nous constaterons seulement que le génie de la défense est le fruit de l'amour.

Envisageons maintenant la question sous le point de vue administratif.

A l'heure qu'il est, la Confédération est nantie de la surveillance sur toutes les administrations militaires cantonales. Les défauts qu'on attribue à celles-ci retombent en plein sur l'administration fédérale. Ils prouvent une seule chose, c'est que ses agents sont des sinécures. Elle n'a pas su exercer une simple surveillance, comment saura-t-elle pourvoir à toute une organisation nouvelle ?

Tous les rouages qui doivent servir à l'administration militaire existent dans les cantons. Il n'y a qu'à les faire marcher. *S'ils n'existaient pas il faudrait les créer*, aucune organisation ne peut être plus efficace pour *étendre la vie et l'activité militaire sur toute la surface du territoire suisse* et cela sans autres frais pour la Confédération que ceux de la surveillance.

Les administrations cantonales sont évidemment mieux placées que l'administration fédérale pour faire face aux nombreux détails que présente la formation des bataillons. L'habillement, l'équipement et l'armement ont lieu d'après des modèles donnés, il y a qu'à faire exécuter.

Quant à l'instruction elle sera nécessairement uniforme du moment où les instructeurs seront formés à une même école fédérale.

Que manque-t-il à cette organisation ? Rien si ce n'est la capacité et l'activité dans l'administration fédérale.

Si vous ne savez pas utiliser l'organisation actuelle vous donnez une preuve évidente d'incapacité.

Si vous êtes incapables faites place à d'autres. C'est le véritable remède au mal. Croyez-vous que nous irons, de

gaîté de cœur, vous confier une organisation toute nouvelle qui nous fera manger en temps de paix l'argent dont nous aurons besoin en temps de guerre ?

Afin de gagner les suffrages des militaires on va partout leur disant qu'ils se trouveront mieux sous la centralisation, qu'ils pourront avoir une pension s'ils sont blessés et qu'en cas de mort leur famille en aura une.

Voilà déjà qu'on les prend pour des imbéciles. C'est l'avant-coureur de la manière dont ils seront traités.

Dans l'armée centralisée le soldat verra que l'officier, qui est aujourd'hui son ami tout en étant son supérieur dans le service, deviendra dur et hautain. Au lieu d'aller au devant de ses besoins il exigera qu'il se suffise à lui-même, sinon il le punira.

Le service deviendra pénible parce que l'orgueil dominera.

Nous avons vu des échantillons de la manière dont certains pourfendeurs traitent le soldat. Quand vous ferez comme dans la monarchie, vous vous trouverez de même, à l'exception toutefois de la pension.

Dans les monarchies, au bout d'un certain temps de service, on obtient une pension. Il n'est pas question de cela dans la nouvelle Constitution fédérale.

Voici ce que dit l'article 18 :

- « Tout Suisse est tenu au service militaire.
- » Les militaires qui, par le fait du service fédéral perdent la vie ou *voient* leur santé altérée d'une manière *permanente* ont droit à *des secours* de la Confédération pour eux ou pour leur famille, *s'ils sont dans le besoin.* »

Il ne s'agit donc pas d'une pension, mais *d'un secours en cas d'indigence.*

Etait-il besoin d'un article de Constitution pour cela ? N'est-ce pas ce qu'on a déjà fait et ce qu'on peut faire tous les jours sans réviser la Constitution ? Ne pratique-t-on pas l'assistance, non-seulement envers les militaires, mais envers tous ?

Voilà ce qu'on fait miroiter comme un grand avantage aux yeux des militaires.

Puis on abolit la peine de mort pour les scélérats et on la conserve pour eux.

Celui qui, avec préméditation, a trempé ses mains dans le sang de son semblable est sûr de sa vie.

Le pauvre militaire qui aura eu peur au feu sera fusillé.

Quelle prérogative !

Il n'est pas sans intérêt de jeter en passant un coup d'œil sur la rédaction de l'article 18. Les rédactions de cuisine se reproduisant à chaque instant dans les lois fédérales, il est bon de les constater afin que nous ayons une idée de la législation dont on veut nous faire cadeau.

« Tout Suisse est tenu au service militaire. »

Forme ampoulée et inexacte. Il n'y a que les Suisses de tel à tel âge, non réformés, non ecclésiastiques, non absents, non malades, non occupant des fonctions incompatibles avec le service militaire qui y soient astreints.

Le premier paragraphe de l'article 19 fait mentir le premier paragraphe de l'article 18. Il est ainsi conçu :

« L'armée fédérale se compose de tous les Suisses *astreints* au service militaire par la législation fédérale. »

Il ne s'agit donc que des Suisses que la législation fédérale astreindra.

Le second paragraphe de l'article 18 commence par

poser deux cas. Le premier est qu'un militaire perde la vie. Le second qu'il *voie* sa santé altérée. Il eut été naturel de suivre le même ordre en parlant du secours à accorder et de dire : *pour leur famille ou pour eux*. On a fait l'inverse. Cette rédaction induit à croire que le secours s'applique au militaire quand il est mort et à sa famille quand il ne l'est pas.

Ici le doute n'est pas possible, à la vérité, mais dans beaucoup de cas cette manière de rédiger donne lieu à des équivoques.

L'article 20 attribue à la Confédération le droit de se rendre propriétaire des places d'armes et des bâtiments ayant une destination militaire, qui existent dans les cantons, à des conditions qu'elle fixera elle-même.

Demain je m'empare de votre maison et c'est moi qui en fixerai le prix.

Le même article 20 dit :

« Le matériel de guerre des cantons passe à la Confédération. » Désarmés sans autre.

Ici il n'est pas question de prix. Passons.

Puis il ajoute :

« Toutefois les cantons conservent le droit d'en disposer dans les limites fixées par le troisième alinéa de l'art. 19. »

Or voici ce troisième alinéa :

« Les cantons disposent des forces militaires de leur territoire, *pour autant que ce droit n'est pas limité* par la Constitution ou les lois fédérales. »

Quelle intéressante manière de dorer la pilule, de reprendre ce qu'on a donné !

Intervention de la Confédération
dans l'endiguement des torrents et la conservation des forêts
dans les régions élevées.

ARTICLE 22.

Rien n'est plus inoffensif que cette disposition en apparence. Rien n'est plus dangereux en pratique.

Les torrents compromettent, dans des moments donnés, la sécurité des contrées qu'ils parcourent. Quels sont les meilleurs juges des précautions à prendre pour prévenir leurs ravages ? Evidemment ce sont les intéressés et non la bureaucratie fédérale.

En général, l'expérience a enseigné aux gens du pays les moyens de se préserver du fléau qu'ils redoutent.

La Confédération exercera par l'intermédiaire de quelque subalterne le droit d'empêcher les communes de prendre les mesures qu'elles jugeront nécessaires à leur sécurité et de leur en ordonner d'autres, à leurs frais, qu'elles jugeront funestes.

Celui qui ordonnera ne sera ni intéressé ni responsable ! Ce qui n'est autre chose qu'une monstruosité.

Que la Confédération concoure au reboisement des hautes régions, nous le voulons bien ; elle peut le faire sans révision. Qu'elle offre un secours aux autorités locales. Celles-ci s'empresseront de l'accepter ainsi que ses conseils. L'autorité cantonale prêtera son concours.

Chemins de fer.

Art. 24. « La législation sur la construction et l'exploitation des chemins de fer est du domaine de la Confédération. »

D'après cet article tout ce qui concerne les chemins de fer peut être réglementé par la Confédération. Celle-ci peut s'emparer de tout si elle le veut.

La construction et l'exploitation des chemins de fer sont, ainsi que les banques, une industrie comme une autre.

Toutefois, dans l'intérêt public, il peut être utile de régulariser les communications qui doivent exister entre eux selon la position qu'ils occupent.

C'est le seul objet qui peut faire partie de la compétence de la Confédération.

Encore, l'utilité de cette compétence est-elle contestable par le motif que les compagnies elles-mêmes ont intérêt à faciliter ces communications et peuvent réaliser ce but d'une manière plus utile et plus pratique que la Confédération elle-même.

Instruction publique.

ARTICLE 25.

L'article 22 de la Constitution actuelle dit :

« La Confédération a le droit d'établir une Université
, et une Ecole polytechnique. »

La révision maintient cet article en entier.

Quand il a été inséré dans la Constitution l'école polytechnique n'était pas créée. Il fallait donc en parler. Aujourd'hui elle fonctionne depuis nombre d'années.

On donne à la Confédération le droit de créer ce qui existe déjà.

L'article 24 de la Constitution actuelle, concernant le rachat des péages cantonaux a été supprimé par le motif que ce rachat est un fait accompli.

Le même cas existe pour l'école polytechnique.

La révision ajoute deux paragraphes ainsi conçus :

- « Les cantons pourvoient à l'instruction primaire, qui doit être obligatoire et gratuite. »
- « La Confédération peut fixer, par voie législative, le minimum de l'enseignement qui doit être donné dans les écoles primaires. »

Voilà ce qu'on nous annonce comme un immense progrès.

L'instruction primaire obligatoire et gratuite existe de fait partout en Suisse, sauf à Genève où le peuple dans l'ensemble est plus instruit qu'ailleurs, ce qui est probablement dû aux sacrifices faits par les parents. Actuellement il n'est pas défendu aux parents de se cotiser pour favoriser la création ou le développement d'une école.

Il existe en Suisse un grand nombre d'écoles, surtout pour le bas âge, pour lesquelles les parents aisés se soumettent à une cotisation et en font profiter les enfants pauvres.

Est-ce le cas de compromettre ce mobile d'instruction et de charité en défendant la perception d'une rétribution ?

La Confédération fournira-t-elle les fonds pour l'instruction primaire ? Evidemment non.

De quel droit vient-elle donc en diminuer la source et rendre impossible dans bien des cas la création d'écoles qui auraient vu le jour sans son immixtion ?

Quant au minimum d'enseignement, quelle est la commune qui ne l'élèvera pas autant que possible selon ses ressources ? La bureaucratie fédérale sera-t-elle plus zélée que les pères de famille eux-mêmes ?

L'Assemblée fédérale croit que tout le bon sens est

concentré en elle. Les faits prouvent que c'est là où il en a le moins.

Voilà ce qu'est le progrès quand il nous vient de personnes à qui il manque la tête et le cœur !

Indemnité à quatre cantons pour les routes alpestres,

ARTICLE 28.

Nous avons peu de choses à dire à ce sujet. L'opinion publique s'est déjà prononcée. Grisons, Tessin, Uri et Valais ne demandaient rien. On a voulu les acheter en leur offrant une compensation pour leurs pertes. Nous ne discuterons pas la proportionnalité de ce marchandage auquel seule la révision a donné lieu.

Aucun d'eux ne se vendra.

Libre échange.

ARTICLE 29.

S'il est un principe dont l'humanité entière doit désirer la réalisation dans son intérêt matériel et dans son intérêt intellectuel qui en est la conséquence c'est celui du libre échange entre toutes les nations. A plus forte raison doit-il être consacré dans une petite république.

Tout le monde connaît le rude coup de pied que ce principe a reçu dans le sauf-conduit donné pour 20 ans à l'ohmgeld, sauf à le prolonger.

Ce à quoi chacun ne prend pas garde, est la diminution des garanties données aux intérêts du peuple sous ce rapport dans la révision.

La Constitution actuelle contient à ce sujet des dispositions précises. Elle dit :

« Le libre achat et la libre vente des denrées, du bétail, »
» des marchandises proprement dites, ainsi que des au- »
» tres produits du sol et de l'industrie, leur libre entrée, »
» leur libre sortie et leur libre passage d'un canton à »
» l'autre sont garantis dans toute l'étendue de la Confé- »
» dération. »

La révision a remplacé ce principe de libre échange si bien exprimé et si bien détaillé par l'unique disposition suivante dont le vague indique l'usage que l'on compte en faire.

« La liberté de commerce et d'industrie est garantie »
» dans toute l'étendue de la Confédération. »

La liberté d'industrie n'a jamais été contestée par personne. Elle a existé de tout temps et dans tous les pays.

C'est le libre écoulement de ses produits qu'il s'agit de garantir.

C'est ce que fait la Constitution actuelle et que ne fait pas la révision.

La liberté de commerce est une expression vague.

Vous pouvez parfaitement être libre de faire du commerce. Seulement s'il n'y a pas de disposition expresse à cet égard on peut, si on le veut, vous faire payer une finance à la frontière d'un canton, comme pour l'ohmgeld.

La preuve que l'expression liberté de commerce ne suffit pas est que, malgré ces mots, on paie une finance à la frontière suisse.

La révision a donc sapé par la base le libre échange.

Dans la Constitution actuelle art. 29, paragraphe c) figurent, au nombre des mesures restrictives, des dispositions contre l'accaparement.

La révision les a biffées.

La Confédération est désarmée contre les accapareurs et toujours bien armée contre les cantons.

Au même article, paragraphe *b*, figurent encore au nombre des mesures restrictives « les dispositions *des cantons* » touchant *la police* du commerce et de l'industrie. »

Dans la révision, paragraphe *c*, figure aussi une disposition restrictive à cet égard. Elle ne concerne plus la *police* mais l'*exercice* même de ces professions.

Privilèges relatifs au transport des personnes et des marchandises.

ARTICLE 30 actuel.

L'article 30 de la Constitution actuelle contient une disposition touchant l'abolition des privilèges relatifs au transport des personnes et des marchandises sur terre ou sur eau.

La révision l'a biffée.

Entretien des routes.

ARTICLE 35 actuel.

L'art. 35 de la Constitution actuelle établit que les sommes à payer aux cantons pour indemnité des postes et des péages seront retenus par l'autorité fédérale si les routes et les ponts ne sont pas convenablement entretenus.

La révision rend cette disposition uniquement applicable aux routes alpestres dans les cantons des Grisons, Tessin, Uri et Valais.

Tel est le moyen mis en réserve pour reprendre d'une main ce qu'on a donné de l'autre pour les acheter !

Assurances.

ARTICLE 32.

L'article 32 de la révision ne se contente pas de soumettre les entreprises d'assurance à la surveillance fédérale, il les soumet encore à la législation, c'est-à-dire à la réglementation fédérale. Atteinte à la liberté.

Ohmgeld.

ARTICLE 33.

L'article 33 de la révision maintient l'ohmgeld pour 20 ans.

Combien d'entre nous verront ce terme écoulé ? Puis, quand il le sera, ceux qui en veulent le maintien seront tout puissants. Nos successeurs auront un pied de nez.

Postes.

ARTICLE 33 actuel.

L'article 33 de la Constitution actuelle établit que le service des postes ne doit pas descendre au-dessous de son état actuel *sans le consentement des cantons intéressés*.

La révision a biffé cette disposition. Après leur avoir enlevé l'indemnité des postes on pourra encore leur enlever le service ou l'amoindrir sans qu'ils aient le mot à dire !

Il est vrai que la Confédération se charge de tous les frais militaires, ce qui établit une certaine compensation.

M. Brunner, président du Conseil National a fait, à sa manière, le bilan de ce qu'elle rapportera au canton de Berne.

Si l'amorce est vraie, qui paiera la différence ? Des din-dons sans doute. S'agirait-il de nous ?

Le paragraphe *f* du même article nous fait voir que dans les ressources pécuniaires de la Confédération figureront les contributions des cantons. Quand on aura une armée on saura les rendre productives. On utilisera le fils, militaire fédéral, pour vider la bourse du papa, boniface cantonal. Ce n'est pas nous qui l'*inventons*, on s'en est déjà *vanté*.

Billets de banque.

ARTICLE 38.

La révision ne se contente pas d'enlever aux cantons leur souveraineté, leur législation, leur force militaire, elle veut encore réserver à la Confédération le droit de régler à son gré tout ce qui concerne l'émission et le remboursement des billets de banque.

Telle banque s'est établie dans un canton sur le pied le plus convenable pour le pays où elle opère. Les statuts, le plan de ses opérations sont arrêtés. Elle fonctionne sous l'égide et l'observance de la loi cantonale. Une loi fédérale peut tout entraver. Qui fera cette loi ? Nous le savons d'avance. Des hommes intéressés à faire prévaloir tel ou tel établissement de crédit. Ce seront les mêmes ou la doublure de ceux qui ont fait introduire cet article.

Une banque est une industrie comme une autre. Elle doit être libre tant qu'il n'y a pas fraude. S'il y a fraude, c'est à la loi du canton à la réprimer.

On ne réglemente pas l'industrie, on ne doit pas réglementer les banques. C'est aux citoyens à savoir à quel établissement ils veulent s'adresser, selon le genre d'affaires et les conditions qu'elle fait. L'Etat n'a aucun droit

de prescrire la marche à suivre. Son immixtion ne peut qu'entraver ou tuer le crédit.

Il y a là tout simplement une nouvelle atteinte à la liberté.

On veut se réserver le droit d'émettre des billets à cours forcé comme dans les monarchies.

Droit d'origine et de cité.

ARTICLE 43.

L'article 43 de la Constitution actuelle, dans son premier paragraphe, dit :

« Aucun canton ne peut priver un de ses ressortissants
• du droit d'origine ou de cité. »

La révision maintient cette disposition, seulement elle la fait précéder de celle-ci :

« Aucun canton ne peut renvoyer de son territoire un
• de ses ressortissants, ni le priver, etc. »

Du moment où l'on ne peut priver un individu de son droit d'origine ou de cité, il est bien clair qu'on ne peut pas le renvoyer. Sinon ce droit n'en serait pas un.

Comme on a le droit de l'enfermer, celui-ci, d'ordinaire, préfère s'en aller. Veut-on l'en empêcher ?

Vous voulez améliorer la position du condamné et par la tournure de votre article vous l'amoindez.

Le moyen de bannir les gens reste toujours. Condamnez-les à la prison, ils s'en iront tout seuls.

Droit d'établissement.

ARTICLE 44.

C'est une belle chose, sans doute, que le droit de libre

établissement d'un suisse sur toute l'étendue du territoire de la Confédération, seulement il n'est pas nouveau.

Il n'est pas gratuit, comme le droit au mariage.

Pourquoi cette aristocratie ?

Le projet nous dit que « le Suisse établi jouit de tous les droits des *bourgeois* de la commune à l'exception de la participation aux biens *des bourgeoisies*. »

Un autre aurait dit *de la bourgeoisie* puisqu'il s'agit du lieu du domicile seulement.

Ce suisse établi se trouve privé du seul droit qui caractérise un bourgeois, c'est à dire de la participation aux biens bourgeoisiaux. Quand on n'a pas part aux biens bourgeoisiaux, on n'est pas bourgeois, on est citoyen, ressortissant de la commune.

On dira : ce n'est qu'une affaire de rédaction. Oui sans doute, de rédaction de cuisine, qui est à l'ordre du jour dans la révision. Dans ce cas elle donne lieu à une équivoque qui n'existe pas dans la constitution actuelle.

Le premier paragraphe de l'article 44 de la révision est ainsi conçu :

« Tout citoyen suisse a le droit de s'établir sur un point quelconque du territoire suisse moyennant la production d'un acte d'origine ou d'une autre pièce *analogue*. »

Quel est le sens du mot analogue ? Il n'y a qu'à consulter le dictionnaire pour voir qu'il est vague et signifie : « *qui a quelque rapport*. »

Comment les autorités appliqueront-elles cette disposition ? Quelles seront les *pièces analogues* qui pourront remplacer l'acte d'origine ?

La constitution actuelle se sert de l'expression de pièce

équivalente, qui est la vraie, puisque l'origine est constatée.

Je produis une pièce prouvant que ma mère est née en tel lieu. Elle a de l'analogie avec un acte d'origine, mais elle ne constate pas l'origine.

Les députés qui voulaient rejeter la révision n'ont pas été assez mal avisés pour en améliorer la rédaction. Ceux qui la voulaient n'en savaient pas davantage.

Une dame à qui l'expression de *pythagore* au lieu de *pittoresque* était échappée, se reprenait. Un monsieur lui dit : « Madame cela ne fait rien c'est *synagogue*. » (Au lieu de *synonyme*).

Convenons que la dose grammaticale de l'assemblée fédérale n'est pas aussi forte, mais constatons qu'elle est *analogue*.

Etablissons maintenant le parallèle contre les droits du suisse établi d'après la constitution actuelle et d'après la révision.

Les points communs sont les suivants :

- 1° Vote en matière fédérale et cantonale.
- 2° Exclusion du vote dans les affaires bourgeoises.
- 3° Production d'un acte d'origine. (Pièce *équivalente* ou *analogue*).
- 4° Renvoi par suite d'un jugement pénal.
- 5° Renvoi s'il tombe à la charge du public.
- 6° On ne peut exiger de cautionnement.
- 7° Aucune charge particulière pour l'établissement.
- 8° Aucune contribution que celles imposées aux citoyens du canton habitant la commune.
- 9° Fixation par une loi fédérale du maximum de l'émolument de chancellerie à payer.

10° On ne peut exercer ses droits politiques dans plus d'un canton.

Les points différents sont :

D'après la révision.

1° Le droit de voter dans les affaires communales est clairement établi tandis que par une expression mal choisie dans la constitution actuelle, il paraîtrait être refusé. Le mot *communales* mis au lieu de *bourgeoises*, confusion que fait, elle-même, la révision, est la seule cause de ce fait. Tant il est vrai qu'on ne saurait être trop circonspect dans le choix des expressions dont on se sert.

Le remède est naturellement dans la réciprocité que les cantons peuvent établir entre eux à ce sujet. Beaucoup en ont usé, d'autres pourront en user.

Il y a liberté, ce parti n'est pas le moindre.

Il n'y a amélioration, sous ce rapport, dans la position du suisse établi que pour le petit nombre de cantons qui n'ont pas admis la réciprocité de ce vote. Dans ceux-là même il est placé actuellement sur le même pied que les autres citoyens de la commune en matière d'impôt, ce qui est l'essentiel.

2° Droit de voter au bout de trois mois d'établissement, au lieu d'un terme à déterminer par la législation cantonale et qui ne peut excéder deux ans, selon la constitution actuelle.

Est-ce un progrès ou une imprudence ?

3° « Les lois cantonales sur l'établissement et sur les droits électoraux que possèdent en matière communale les citoyens établis seront soumis à la sanction du Conseil fédéral. »

Cette disposition est inutile. Quand on a fixé les

points, dont la législation cantonale ne peut s'écarter, il est évident que le Conseil fédéral est toujours en droit d'exiger qu'elle y soit conforme.

4° Pour le cas où le Suisse établi tombe à la charge du public, avant de le renvoyer, il faut faire constater « que sa commune d'origine refuse une assistance suffisante » après avoir été *invitée officiellement à l'accorder*. »

La constitution actuelle ne parle pas de cette formalité qui est illusoire et puérile.

Du moment où la commune d'origine doit assister, n'est-il pas plus simple, plus humain que le ressortissant pauvre s'y rende ?

D'ailleurs, en cas de pitié, rien n'empêche les communes de s'entendre à ce sujet.

5° « Le Suisse établi est exempt de produire un certificat de bonnes mœurs et une attestation qu'il jouit des *droits civils* et n'est point légalement flétri, » ce qu'exige de lui la constitution fédérale actuelle.

Un repris de justice avec son acte d'origine pourra s'établir carrément où bon lui semble. Quand on connaîtra plus tard sa position, il ne pourra être renvoyé s'il n'est privé de ses *droits civiques*.

Joli procédé pour écouler les mauvais sujets de certains cantons !

Voilà tout le bilan des améliorations apportées par la révision à la position du Suisse établi.

En revanche, la révision a biffé la disposition suivante en sa faveur :

« En particulier, la liberté d'industrie et le droit d'acquérir et d'aliéner des biens-fonds lui sont assurés, conformément aux lois et ordonnances du canton, lesquelles doivent, à tous ces égards, traiter le Suisse domicilié à l'égal du citoyen du canton. »

Juridiction pour le Suisse établi.

ARTICLE 45.

Cet article dit que « le Suisse établi est soumis, *dans la règle*, à la juridiction et à la législation du lieu de son domicile *en ce qui concerne les rapports de droit civil.* »

Le Suisse établi pourra envoyer promener l'autorité locale et cantonale sous *tous les autres rapports.*

Différence entre le séjour et l'établissement.

ARTICLE 46.

Cet article de la révision nous dit qu'une « loi fédérale déterminera la différence entre l'établissement et le séjour. »

Les individus auront une jolie navette à utiliser entre les deux.

Loi fédérale sur les frais de maladie et de sépulture.

ARTICLE 47.

Cet article nous annonce une loi fédérale sur les frais de maladie et de sépulture des ressortissants pauvres d'un canton, tombés malades et décédés dans un autre canton.

On pourrait croire que tout est prévu au grand complet. Pas du tout. Le cas de maladie non suivie de mort ne s'y trouve pas.

Rapports confessionnels.

ARTICLE 48 ET 49.

La Confédération et les cantons peuvent actuellement s'opposer aux empiétements des autorités ecclésiastiques sur les droits des citoyens et de l'Etat. Tout le bagage de l'article 48 du projet de révision est inutile. Aucun droit pratique *nouveau* n'y est consacré.

L'article 49 manifeste à l'égard du clergé une défiance qui ne doit pas figurer dans une constitution. Il y a inconvenance, maladresse. Quand on a aussi peu de tact à l'égard du clergé, on ne doit pas être étonné de son opposition à la révision.

Quand apprendra-t-on à s'en tenir aux faits, à la réalité et à ne blesser personne sans nécessité ?

Le troisième paragraphe de l'article 48 contient une complication qui donnerait de curieux résultats dans la pratique. Il est ainsi conçu :

« Nul n'est tenu de payer des impôts dont le produit
» est spécialement affecté aux frais proprement dits du
» culte d'une confession ou d'une association religieuse à
» laquelle il n'appartient pas. »

Dans une commune catholique de mille âmes il se trouve 20 protestants. Surviene une grande cérémonie religieuse, comme le cas s'en présente fréquemment, la Municipalité ou l'Etat, par convenance, participera aux frais.

Faudra-t-il tenir note des coups de canon tirés, des bouteilles de vin bues, des arcs ou des autels dressés, des guirlandes et autres ornements employés, pour déduire la part des 20 protestants et leur en tenir compte ?

Je suis catholique et j'habite un pays protestant où il y a

toutefois quelques communes catholiques et où l'Etat fait les frais du culte des deux confessions.

D'après le principe posé, il y aura lieu à faire sur mon impôt une réduction proportionnelle, d'abord au chiffre de la dépense pour les cultes et au chiffre total de l'impôt, ensuite au nombre des protestants et à celui des catholiques.

Puis que faites-vous des protestants et des catholiques qui n'usent de leur culte ni les uns ni les autres, qui ne mettent jamais le pied au temple ou aux églises ?

Quel joli nid à chicanes !

Au sujet des rapports confessionnels, qu'il nous soit permis de jeter un coup d'œil en passant sur la manière dont on a exploité aux chambres et dont on exploite actuellement dans le public ce qu'on appelle en allemand, *die Plaffenfurcht*, expression que nous ne saurions mieux traduire que par celle-ci : *La peur de la calotte*.

On fait croire à de bonnes gens que les prêtres vont nous avaler si on n'accepte pas la révision.

Le fait est que sous cette constitution le clergé ne nous a pas absorbés en Suisse. S'il a exercé des influences locales fâcheuses quelquefois, la révision n'y remédiera pas. Il n'y a du reste rien de parfait en ce monde.

Le concile qui a eu lieu à Rome a épouvanté bien du monde. En effet l'anathème a plu sur nos têtes. Il s'est trouvé à l'assemblée fédérale un certain nombre d'hommes qui ont voulu le lancer à leur tour. Ils ne pouvaient atteindre que les ecclésiastiques catholiques suisses, nos compatriotes. On leur donna un coup de main et l'on inscrivit dans la révision des mesures tranchantes à cet égard. Quand la centralisation et le maintien de l'homgeld furent votés on les biffa.

Le tour était fait. *La Plaffenfurcht* avait produit son effet aux chambres. Maintenant c'est au tour du public.

Il s'agit de lui escamoter sa souveraineté cantonale. C'est le moment de lui faire peur et de lui enlever ainsi sa présence d'esprit.

Si quelque chose peut prévenir une influence funeste du clergé c'est la liberté et non le despotisme qu'on nous prépare dans un but entièrement étranger aux questions religieuses.

Quand on aura aigri le clergé, celui-ci réagira. S'il nous froisse dans cette réaction quand nous irons demander appui à Berne, on passera à l'ordre du jour comme on l'a fait pour d'autres réclamations. Après nous avoir englobés dans la centralisation, on ne se souciera plus d'avoir maille à partir avec le clergé pour nous protéger. Nous aurons deux nouveaux maîtres en sus de notre gouvernement cantonal qui sera le moins mauvais et dans beaucoup de cantons le seul paternel.

Si le concile a menacé, ne nous en effrayons pas. Répondons liberté, et pratiquons-la envers tous.

Après avoir tant maudit, il a été abandonné, la terre lui a manqué sous les pieds. Ne l'imitons pas.

On lui avait conseillé de bénir toujours, de ne maudire jamais.

Si ce conseil était bon pour lui, il doit l'être pour nous.

Heureux les débonnaires, car ils posséderont la terre.

Droit au mariage.

ARTICLE 50.

Comment lire cet intitulé sans rire ? C'est la première fois qu'on aura vu figurer dans une constitution quelconque un pareil chapitre. Cette fois nos progressistes ont pris le droit canon pour modèle. Les prêtres catholiques, tant décriés, en mariant à tors et à travers, se trouvent par hasard dans le vrai.

Ces ecclésiastiques méritent-ils l'éloge qu'on veut bien leur adresser *sous ce rapport*. Hélas, non.

Quand un chenapan se présente avec une savate devant un curé pour se marier, celui-ci, d'ordinaire, prend un manche à balai et les chasse. Le bon sens lui fait oublier le droit canon que vous patronnez. Il est peu de paroisses où ce cas ne se soit présenté même assez fréquemment.

Que l'autorité civile dans certains cantons ait jugé à propos, dans ces cas, de prendre quelques précautions, exiger quelque garantie, telle qu'un dépôt à la caisse d'épargne, et cela dans l'intérêt de la famille future, c'est ce qui n'est pas bien surprenant. Ce qui l'est beaucoup c'est de voir l'assemblée fédérale se mêler de ce détail, que les autorités locales sont mieux placées qu'elle pour apprécier. Ce qui l'est étrangement c'est qu'à ce sujet elle ait, sans droit, révisé la constitution.

Est-il vrai que le mariage, dans la plupart des cas, est un contrat par lequel on promet ce qu'on ne tient pas ?

Il y a cependant une chose que les gens sensés tiennent et que les vauriens ne pratiquent pas, c'est le soin des enfants. Avec votre article de constitution ils se croiront tous en droit de fabriquer des enfants pour les mettre à la charge d'autrui. On voit tous les jours leur manière d'agir.

Ils réclament avec arrogance le droit de se marier, puis la lune de miel passée, ce qui n'est pas long, ils reprennent leurs anciennes habitudes et tombent dans la misère avec leur famille.

Vous leur donnez le droit d'exiger triomphalement l'union légale de la soif et de la faim, de l'ivrognerie et de la débauche.

On voit autre chose encore, presque journellement ; c'est que ces espèces de confédérés, si fiers dans les cabarets, décampent un beau jour sans tambour ni trompette, laissant là plantés leur femme et leurs enfants.

Il vaut mieux faciliter le mariage, dites-vous, que de multiplier les enfants naturels.

Les enfants naturels proviennent-ils exclusivement des individus desquels certains cantons exigent quelque petite garantie pour l'entretien de leur famille future ?

Les cantons qui n'apportent pas les entraves signalées au mariage sont-ils exempts d'enfants naturels ? Les cantons catholiques où vous admirez la facilité accordée au mariage n'en voient-ils point naître ?

Quand vous aurez compté le nombre des enfants naturels provenant d'hommes mariés et de célibataires qui ne veulent pas se marier, vous aurez trouvé les 99 centièmes au moins des naissances illégitimes.

Vaut-il la peine de poser dans la constitution fédérale un principe insolite, ridicule, et qui peut avoir de fâcheuses conséquences, l'augmentation de la misère dans les basses classes.

Le nombre des enfants naturels ne diminuera pas.

Celui même des enfants malheureux *légitimes* sera augmenté.

Plusieurs sources de malheur et de misère remplace-

ront les inconvénients que peut présenter l'état de choses actuel.

Où a-t-on jamais trouvé un remède absolu à tous les maux ? Tout le monde sait que c'est folie de le chercher. Mais ce qui est stupide c'est de défigurer une constitution pour y introduire un remède pire que le mal !

Rendrez-vous un bien grand service à des enfants en leur donnant un père officiel qui, dans beaucoup de cas, non seulement leur fera honte, mais encore tombera à leur charge dans un moment donné ?

Puis connaissez-vous tout le danger du piège que vous avez tendu pour attirer les gens dans la souricière du mariage ?

Etes-vous bien sûrs que vos propres enfants n'iront pas s'y faire prendre ?

En posant le droit au mariage d'une manière aussi absolue que vous le faites, vous ouvrez la porte à la précipitation sur cette délicate et souvent fatale matière.

Quel beau jeu vous donnez aux intrigues des femmes ! Quand un jeune homme aura conçu une passion, on l'enlacera de manière à lui faire faire le pas du mariage que vous aurez rendu si facile. Dans beaucoup de cas, de longs et âmers regrets le suivront.

Il est peu de familles dans lesquelles il ne soit arrivé que l'un ou l'autre de ses membres n'ait couru le danger de faire un sot mariage et n'en ait été préservé par les sages conseils de ses parents, qui avaient eu le temps de les donner, grâce aux délais requis.

Par votre rédaction, vous ne laissez subsister aucun délai. Quand la constitution fédérale aura parlé, tout sera dit. On ne s'inquiètera pas de savoir si telle était, oui ou non, votre intention.

Vous nous gratifiez d'une disposition par laquelle les enfants sont légitimés par le mariage subséquent des parents.

Merci du cadeau. Cela se passe déjà ainsi dans les cantons. Vous voulez nous faire accroire que vous êtes des hommes de progrès pour cela ! Ce moyen pouvait être bon il y a un siècle. Aujourd'hui c'est un peu tard.

Si vous aviez eu le courage d'enlever la tache qui pèse sur beaucoup d'enfants innocents, nous aurions pu croire à votre grand cœur ; mais nous savons que dans toute votre conduite, il n'y a qu'un fond de spéculation que vous cherchez à dorer sous le simulacre de progrès.

Unité de législation.

ARTICLE 55.

Quel est le but des lois ?

En premier lieu, de consacrer les dispositions qui accordent à chacun les garanties essentielles dans une société civilisée, telles que la sécurité, la liberté, la propriété, la justice, etc.

En second lieu, de favoriser le développement des forces morales et matérielles du pays auquel elles s'appliquent.

Le premier but est commun à tous les pays. Aussi, dans tous, la législation porte des dispositions qui y répondent. Sous ce rapport on peut dire que la législation est déjà uniforme, partout, si ce n'est dans les termes, au moins dans le but.

La diversité se produit dans les dispositions qui visent au second but. Rien n'est plus naturel. C'est, en effet, ainsi que les choses doivent se passer. Du moment où le caractère d'un peuple, son sol, sa situation, ses relations,

ses aptitudes, ses usages, ses traditions varient, la législation doit varier avec ces éléments, afin de les utiliser.

Un code de commerce, par exemple, peut être fort utile à Genève, à Bâle. Il sera un embarras à Schwitz, en Valais.

Tel peuple se livre à une certaine industrie qui le fait vivre. Il faut la favoriser. Dans telle autre population, cette industrie est inconnue. Voulez-vous lui faire un code pour la réglementer.

Tel canton est commerçant, il lui faut une banque d'es-compte. Tel autre est agricole. Il lui faut une banque hypothécaire.

Tel canton fait des affaires considérables avec une nation voisine. Il faut faciliter ses relations. Tel autre n'en fait point. Est-ce le cas de lui appliquer les mêmes dispositions?

Autant vaudrait dire que le même habit doit bien aller à tout le monde.

Nous n'en finirions plus si nous voulions citer toutes les différences qui existent entre les peuples et les cantons, lesquelles exigent des lois qui en tiennent compte.

Seulement les avocats, les maisons de commerce et quelques banquiers trouveraient plus commode de ne se mettre au courant que d'une seule législation.

Voilà le secret des mots ronflants qu'on nous débite sur l'excellence de l'unité de législation.

Pour nous tous, qui ne faisons pas partie de ces catégories, avons-nous jamais éprouvé, un embarras sérieux à ce sujet?

Si la chose à traiter a peu d'importance, on s'informe. Si elle est grave, on s'adresse à un avocat du canton où l'on traite comme on le ferait dans le sien propre.

L'unité complète de législation causerait un grand dérangement et ferait un tort immense à la population suisse. Cette unité ne peut porter utilement que sur certains points qui sont communs à tout le pays.

Sont-ce les Chambres fédérales qui sauront les trouver et les toucher ?

Nous aurions vu leur savoir faire : Sacrifier le peuple suisse aux convenances des quelques-uns et doter la Suisse d'une nouvelle et étrange aristocratie !

Il y avait assurément un intéressant problème à résoudre, celui de rendre uniforme ce qui peut le devenir sans préjudice pour les populations. Une telle œuvre présente de grandes difficultés. Elle ne peut être que le fruit du temps et du génie. N'est pas législateur qui veut. Il ne suffit pas surtout pour l'être d'avoir su briguer des suffrages.

Nous nous trouvons dans un état calme et prospère. Nulle part le peuple n'a demandé l'unification des lois dans toute la Suisse.

Assurément, rien ne presse de faire des changements sous ce rapport ; ce n'est pas le cas surtout de faire une révolution.

Si on voulait entrer dans la voie de l'uniformité, il y aurait lieu de commencer par l'élaboration d'un code civil et de prendre son temps, afin que ce travail présentât les conditions voulues de perfection et consacraient saine-ment les principes utiles qui doivent être à la base de la société. Agir autrement serait bâtir sans fondement. Faire des codes de procédure tant civile que pénale et commerciale uniformes avec 22 codes civils, pénaux et commerciaux différents, est une idée digne des barons de la finance et de la fabrique.

Quand on lit attentivement les codes existants, malgré les perfectionnements qu'ils ont subis, on y trouve encore beaucoup d'âneries, de principes surannés, d'injustices, de vues étroites, débris du temps passé, relaissés des anciens préjugés.

Il faut une main bien habile pour les élaguer et les remplacer par des dispositions larges, conformes aux lois de la nature et à nos temps. Cette main ne se trouvera pas dans les Chambres.

Qu'on la cherche, nous le voulons bien ; mais il n'y a rien à brusquer. Il y a surtout à ne pas acheter le chat dans le sac et à ne pas assumer d'avance l'atroce fardeau d'une législation telle que l'assemblée fédérale peut la produire.

Les institutions de la Suisse peuvent-elles être perfectionnées ? Oui ! Mais par un chemin opposé.

C'est le fédéralisme qu'il faut perfectionner. Tous les rouages sont créés. Ce sont les administrations cantonales. Il n'y a qu'à les utiliser. Tel est le rôle de la Confédération. D'autres hommes ouvriront cette route. Il n'y a pas péril en la demeure. Le temps de la réflexion et du travail nous est laissé. L'essentiel, pour le moment, est de repousser la monstruosité qui nous menace et qui engagerait notre honneur et notre avenir.

Epidémies, épizooties.

ARTICLE 59 actuel.

Cet article confère aux autorités fédérales le droit de prendre des mesures de police sanitaires, lors d'épidémies ou d'épizooties.

L'article 66 de la révision leur enlève cette compétence pour la donner à la *législation fédérale*.

Au lieu de procéder selon les cas, il faudra tout régler d'avance.

Abolition de la peine de mort.

ARTICLE 61.

Il n'est pas nécessaire d'entrer dans une longue discussion à ce sujet, pour apprécier la valeur du changement proposé.

Nous avons déjà fait remarquer que la peine de mort est abolie pour les scélérats et maintenue pour les militaires.

On reconnaît que la peine de mort influe sur la conduite du militaire.

Si l'on était de bonne foi, on reconnaîtrait qu'elle doit influencer aussi sur celle de l'homme qui médite un crime.

C'est donc une garantie de sécurité de la société qu'on sacrifie à une phrase sonore.

Tout le monde sait qu'on ne fait aucun abus de la peine de mort en Suisse.

On ne l'applique que fort rarement et dans des cas excessivement graves.

Est-ce le cas de proclamer la maxime : *Tues tant que tu voudras, tu ne mouras point ?*

Un Tropmann serait assuré d'avance de ne pas subir le sort de ses victimes !

Quel est l'homme de bon sens qui puisse voir autre chose dans ce prétendu progrès qu'une dangereuse et coupable fanfaronnade ?

Abolition des peines corporelles.

ARTICLE 61.

Nos grands législateurs ont-ils su ou non que la détention est une peine corporelle ?

On se sert de cette expression par opposition seulement à celle de peine spirituelle.

Qu'on ouvre le répertoire de jurisprudence par Merlin et l'on verra que la détention est rangée comme le fouet dans les peines afflictives, c'est-à-dire qui affligent le corps.

La contrainte par corps, qui n'est autre chose que la détention, est une peine corporelle.

Tous les détenus sans distinction, la Constitution et les dictionnaires en main, auront le droit de réclamer leur libération.

Vous aurez beau dire que vous ne l'avez pas entendu ainsi. La Constitution sera claire et le dictionnaire aussi.

Non seulement le scélérat ne pourra pas être mis à mort ; mais encore il ne pourra être détenu.

On comprend que pour endosser une telle œuvre au peuple suisse, on ait cru devoir établir un comité, faire des fonds pour gagner les journaux, les particuliers et interdire l'accès à toute opinion contraire dans les feuilles publiques disponibles.

Jésuites.

ARTICLE 65.

L'article 58 de la Constitution actuelle dit :

• L'ordre des Jésuites et les sociétés qui lui sont affi-

• liées ne peuvent être reçus dans aucune partie de la Suisse. »

La révision maintient cet article et y ajoute ces mots :

« Et toute action dans l'Eglise et dans l'Ecole est interdite à leurs membres. »

On établit donc que les jésuites individuellement peuvent être reçus en Suisse, sinon il ne serait pas nécessaire de leur interdire toute action dans l'Ecole et dans l'Eglise.

Admission des ecclésiastiques au *Conseil national et au Tribunal fédéral.*

ARTICLE 71.

Par la Constitution actuelle les ecclésiastiques ne sont pas éligibles au Conseil National.

L'article 71 de la révision leur en ouvre les portes.

Après avoir tant crié au loup on le met dans la bergerie.

On fait sonner haut les empiétements de l'autorité ecclésiastique. Puis on la fait participer au pouvoir législatif du pays.

On foule aux pieds un principe d'incompatibilité que la nature des fonctions ecclésiastiques justifie pleinement.

Les jésuites eux-mêmes peuvent être élus, car ils ne sont exclus que de l'Eglise et de l'Ecole.

Après avoir fait un si joli cadeau au clergé on pouvait espérer qu'il travaillerait pour la révision.

Referendum.

ARTICLE 85.

Cet article soumet les *lois et arrêtés* fédéraux à la sanction du peuple si cinquante mille citoyens ou cinq cantons le demandent.

Quand on voudra esquiver la votation populaire on pourra faire *un décret* comme il est prévu au paragraphe premier.

S'il faut se mettre en quête de chercher cinquante mille signatures chaque fois que l'Assemblée fédérale fera une mauvaise loi l'agitation sera en permanence.

Faire voter un peuple tout entier sur des lois dont il ne peut se rendre compte est le moyen de le dégoûter des affaires publiques.

Tribunal fédéral.

ARTICLE 103 et suivants.

Nous dirons peu de choses de l'organisation du Tribunal fédéral.

Le caractère distinctif de cette organisation est d'être renvoyée à la loi. Cette loi n'est pas faite. Si elle réussit aussi bien que la Constitution elle-même nous serons en bonne fortune.

Nous devons reconnaître toutefois que la révision contient une amélioration dans la disposition qui rend incompatibles les fonctions de membre du Tribunal fédéral avec celle de membre de l'Assemblée fédérale. La Constitution actuelle n'établit cette incompatibilité que pour les membres du Conseil fédéral et les fonctionnaires nommés par lui.

Nous devons d'autant plus reconnaître cette amélioration que, jusqu'à présent, l'Assemblée fédérale composait exclusivement le Tribunal fédéral, ou à peu près, de ses membres. Elle a compris qu'il était décent, sinon utile, de poser des bornes à ses propres appétits sous ce rapport. Ce petit tour, pour faire passer les autres, prouve que nos représentants sont plus capables qu'on ne pourrait le supposer en voyant leur œuvre.

Mais voici encore un point noir.

La révision a biffé la précieuse disposition portant que la procédure sera orale et publique. C'était le bouquet des garanties offertes aux citoyens.

Il nous reste à rappeler ces mots pompeux qui figurent en tête de la Constitution :

Au nom de Dieu tout puissant.

Qu'on veuille bien nous dire si Béranger s'est trompé quand il lui a attribué ces paroles :

Si c'est en mon nom qu'ils parlent de la sorte,
Je veux bien mes enfants que le Diable m'emporte.

La révision seule exigera la création de 28 lois fédérales spéciales, sans compter celles qui viendront plus tard.

Plus toute la législation civile et pénale, code de procédure civile, code de procédure pénale, etc. En un mot l'inconnu.

On peut attendre le plus curieux résultat de leur collision inévitable avec les lois cantonales.

La législation fédérale actuelle suffirait déjà pour charger un âne. Combien en faudra-t-il pour la porter quand elle sera complète ? Chacun en devine le nombre.

Nos législateurs seront en permanence, à part les va-

cances qu'ils s'accorderont. On pourra dire que le numéraire circule. Ce sera le nôtre.

Puis quand nous aurons bien payé nous n'y verrons goutte. Les avocats eux-mêmes ne sauront comment se retrouver dans ce dédale rédigé à la façon de la Constitution elle-même.

Toutefois, ils se verront dans leur élément. La besogne ne manquera pas. L'avocasserie fera fureur. Ce sera le beau temps de cette profession libérale.

Montesquieu a dit :

La multiplicité des lois est le signe de la corruption d'un peuple.

La Suisse tombera-t-elle dans le piège signalé par ce grand écrivain, par cet ami de l'humanité ? Cas échéant, elle ferait une rude expérience de cette vérité.

Il nous reste à faire connaître l'opinion de Jean-Jacques Rousseau sur les représentants en général.

La manière dont les nôtres se sont conduit fait honneur à sa sagacité.

Contrat social.

CHAPITRE XV.

Des députés ou représentants.

« Sitôt que le service public cesse d'être la principale
» affaire des citoyens et qu'ils aiment mieux servir de
» leur bourse que de leur personne, l'Etat est déjà près
» de sa ruine. Faut-il marcher au combat, ils paient des
» troupes et restent chez eux. Faut-il aller au conseil, ils
» nomment des députés.

» A force de paresse et d'argent, *ils ont enfin des soldats*
» *pour asservir la patrie et des représentants pour la ven-*
» *dre.*

» L'idée des représentants est moderne. Elle nous vient
» du gouvernement féodal, de cet inique et absurde gou-
» vernement dans lequel l'espèce humaine est dégradée
» et où le nom d'homme est en déshonneur.

» La souveraineté ne peut être représentée par la même
» raison qu'elle ne peut être aliénée. La volonté générale
» ne se représente point. Elle est la même où elle est au-
» tre ; il n'y a point de milieu. Les députés du peuple ne
» sont ni ne peuvent être ses représentants. Ils ne sont
» que ses commissaires.

» Le peuple anglais pense être libre. Il se trompe fort,
» il ne l'est que durant l'élection des membres du Parle-
» ment. Sitôt qu'ils sont élus il est esclave, il n'est plus
» rien.

» Dans les courts moments de sa liberté l'usage qu'il
» en fait mérite bien qu'il la perde. »

D'après Rousseau *le peuple qui se donne des représen-*
tants se donne des maîtres.

Rien n'est plus vrai. L'expérience a prouvé que l'inté-
rêt et l'orgueil des représentants prend la place de la
chose publique. S'il n'y a pas autant de mal qu'on pour-
rait le croire, on le doit à la publicité, à la présence parmi
eux de voix généreuses, d'âmes élevées qui se souvien-
nent de leur origine et de leur devoir.

On comprendra maintenant que le moyen d'obvier aux
inconvenients du système représentatif, qu'on ne peut évi-
ter entièrement, est de le décentraliser. Plus un peuple
est grand, moins il peut faire lui-même ses affaires.

Quand, au lieu de 22 souverainetés nous n'en aurons

qu'une, nous serons vingt-deux fois plus éloignés de nos droits, de nos intérêts, de notre dignité.

On a beaucoup parlé de l'Amérique à propos de la révision. Chacun commente à sa manière des institutions que probablement il ne connaît pas.

Nous savons une chose de l'Amérique, c'est qu'à New-York tous les établissements publics sont fermés le dimanche.

Ce n'est pas par bigoterie, mais parce qu'il serait impossible de maintenir l'ordre.

Quel modèle à suivre !



CONCLUSION

Il est des moments qui décident du sort et de l'avenir d'un peuple. L'un d'eux est devant nous.

Rome, si longtemps libre, tomba un jour dans le despotisme pour ne plus se relever.

Sa chute fut inaugurée par la conjuration de Catilina.

La conduite de la majorité de l'Assemblée fédérale en est le digne pendant. La différence est qu'elle a emprunté l'autorité de César.

Elle s'est arrogé, sans droit aucun, le pouvoir constituant que l'acte fédéral ne lui confère pas. Rien n'est mieux établi.

Quand le Grand Conseil de Genève réclama à ce sujet on passa dédaigneusement à l'ordre du jour.

Les citoyens ont su dès lors à quoi s'en tenir et se sont réservés pour le moment décisif.

La raison publique fera justice, nous n'en pouvons douter, de cet attentat. Alors le moment sera venu, sinon de le punir, au moins d'en écarter des semblables pour l'avenir.

Si la centralisation est une catastrophe politique, elle est aussi une calamité morale et matérielle.

La Suisse centralisée subira la corruption. L'amour local s'affaiblira, la domination de quelques-uns aigrira, l'ambition gâtera le cœur et engendrera la ruse. L'orgueil

des uns, le dépit des autres amèneront la haine. La franchise s'en ira. Les plaisirs naturels seront remplacés par des plaisirs factices de mauvais goût.

Quand la paix ne règne pas on cherche à s'étourdir et quand on s'étourdit on est fou.

La Suisse fédérative restera morale.

Il n'y aura pas de froissement, pas de domination des uns sur les autres, pas de contact exagéré, chacun conservera sa sphère d'action, suivra ses idées, ses penchants, le goût du travail en sera la conséquence. L'individualité formera les cœurs et la liberté les unira.

Dans cet état, les familles se maintiendront pures. Si le père ou la mère succombent à la corruption, la providence rendra la raison aux enfants. Son action ne sera pas détruite par une funeste influence. On pourra dire, en parlant de la famille qui se perpétue :

« Etiamsi mortua fuerit vivet. »

Fut elle morte elle vivra.

Déjà l'étranger, qui séjourne en Suisse, a perdu la considération qu'il avait pour notre pays quand il y est venu.

Il a voulu respirer le grand air de la liberté. C'est le despotisme qui souffle. Il est venu se retremper dans l'individualité. C'est l'unitarisme qui se présente. Il fuit la centralisation, c'est elle qu'il rencontre.

Un grand attrait de la Suisse pour l'étranger est non-seulement la beauté de ses sites mais aussi la variété de ses mœurs, de ses usages, de ses institutions, de ses langues, de ses costumes, du génie propre à chacune de ses contrées.

Ce qui lui attire la sympathie des penseurs et des clas-

ses élevées, c'est qu'on y jouit de la liberté sans désordre, que toutes individualités se développent, que les sentiments religieux y sont à l'état de vérité sous la forme de diverses croyances, que la libre pensée elle-même y a un refuge assuré et y revêt une forme inoffensive pour tout ce que l'homme doit respecter.

Quand la Suisse sera unitaire la nature n'y sera pas changée, sans doute, mais elle aura perdu son charme par la pensée qu'elle est habitée par un peuple dégénéré.

Ce qui aujourd'hui est, pour l'imagination, une riante prairie émaillée de fleurs où règne la paix, sera une vallée de tristesse où gronde la discorde.

Beaucoup d'étrangers qui voulaient se naturaliser y ont renoncé.

Les visiteurs oublieront le chemin de nos contrées parce qu'il ne s'y trouvera plus qu'un peuple plat, composé de machines à consommer, se ressemblant toutes et se déchirant toutes les unes les autres.

Bien que le sol de la Suisse ne soit point doté de la fertilité qui caractérise tant d'autres contrées du monde, sa population n'en est pas moins une des plus heureuses et des plus morales de la terre. Elle n'a même rien à leur envier sous le rapport de l'élégance, en parlant du sexe féminin en général.

Cette Suisse était ainsi avant que nous vissions la lumière. C'est le fruit de sa liberté, de son système fédératif. C'est ainsi qu'elle a été appréciée de l'univers et ménagée par les puissants de la terre qui tous trouvent un temps pour y passer quelques heureux jours. Recevra-t-elle de nous le coup fatal ?

Citoyens suisses, le moment est suprême. Nos ancêtres

ont conquis la liberté au prix de leur sang. Un si grand sacrifice ne nous est pas demandé.

Pour conserver ce précieux héritage, nous n'avons qu'à user des armes de l'intelligence. Hésiterons-nous à nous en servir ?

Nos prédécesseurs ne reculaient pas devant le fer ennemi.

Reculerons-nous devant l'audace de la majorité de l'Assemblée fédérale ?

Abandonnerons-nous la courageuse minorité qui a fait son devoir,

Jetons un coup-d'œil sur notre histoire, sur la liberté que nous avons héritée, sur nous-mêmes, sur la jeunesse qui nous est chère, qui nous suit, et nous saurons ce que nous aurons à faire le 12 mai 1872.

